



Flambée des prix, explosion des profits, NOTRE COLÈRE EST SANS BORNE

Le suspense entretenu autour du remaniement ministériel n'aura intéressé presque personne. Élisabeth Borne est certes femme et Première ministre mais son parcours, son équipe et ses idées ne sont pas de première fraîcheur. Capitaine zélée de la bourgeoisie, classée à gauche pour avoir respiré le même air que le socialiste Jospin, sa spécialité c'est la régression sociale. La réforme de la SNCF c'est elle, la RATP aussi. Mais elle sait aussi jouer de la flûte comme l'atteste son passage invisible au ministère de la Transition écologique.

Et son équipe ? Côté « transition énergétique », une fille de magnat du pétrole ayant déjà sévi au ministère de l'Industrie, cela promet... Ailleurs : des habitués de l'argent facile, un qui n'entend pas quand une femme lui dit non, et des politiciens de droite sans date de péremption. Au milieu de cette liste de vainqueurs sans qualité, un ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, qui sert juste de caution et hélas de défouloir pour l'extrême droite. Quant au programme, une attaque annoncée contre le monde du travail !

Une inflation mondiale

Un cirque gouvernemental minuscule, bien loin des problèmes dans lesquels une majorité de familles des milieux populaires se débattent. L'Organisation internationale du travail estime qu'à l'échelle mondiale les prix montent de 9,2 %. Et si l'Argentine a vu une inflation sur un an de 58 %, la Turquie de 70 %, l'Iran a vu le prix de la farine augmenter de 500 %.

L'Europe n'est pas en reste, on le constate toutes et tous, puisque les experts annoncent une progression à deux chiffres, 10 % minimum cette année. En même temps, la spéculation bat son plein sur les céréales, le pétrole, les armes, et pas seulement. On assiste, et ce n'est pas nouveau, à un braquage en plein jour puisque depuis la pandémie, selon une étude d'Oxfam, le monde compte un milliardaire de plus toutes les 26 heures et un mort en raison de la misère toutes les quatre secondes.

Leurs calculs, nos choix

Leur société ne marche pas, leur économie non plus, et ils voudraient qu'on paie la note ? Près de 120 centres hospitaliers du pays sont dans l'impossibilité de fonctionner normalement, le personnel exsangue exige des embauches. Ailleurs, dans le tourisme, on fait venir de Tunisie des travailleurs pour les payer une misère avec des horaires scandaleux. La presse nous annonce une baisse du chômage mais nous constatons tous une hausse de la pauvreté, des retraites de misère, des allocations minables.

Pourtant, ici et là, des hommes et des femmes, souvent dans des entreprises prestataires, des boîtes de transport, de nettoyage, dans l'agroalimentaire, se battent pour des hausses de salaire. Et parfois gagnent. C'est la voie à suivre, qui gagnerait en force si ces luttes étaient coordonnées, animées et dirigées par la base, avec des objectifs communs. Qu'y gagnerons-nous ? D'abord la dignité, l'envie de se faire respecter ensemble et unis. Et puis aussi la conscience de notre force.

Préparer la fin du saccage social

Les prix montent et les salaires sont bloqués, la catastrophe est là, alors quelles solutions ? Obtenir des primes ? Cela ne dure qu'un temps. Baisser les taxes ? Ça déplace le problème sans le résoudre avec des pirouettes fiscales. Des lois ? Les bourgeois s'en moquent. Non, en premier lieu, il faudrait imposer par la lutte que chacun puisse vivre décemment, et toutes et tous autant que nous sommes, travailler moins, et autrement.

Vaste programme, mais nous n'avons pas le choix. Dans l'urgence, il faudrait imposer le blocage des prix des produits de première nécessité, des loyers, l'augmentation automatique et immédiate des salaires et allocations en fonction de l'inflation. Et pour cela les travailleurs et la population organisée devraient mettre le nez dans ce qu'on nous cache, en assurant la transparence et la surveillance permanente de l'économie au service du plus grand nombre.

Et s'il faut renverser la table pour être entendus, pas de souci : les prix montent, notre colère aussi, ils ont des millions, mais nous sommes des millions.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Les chaises musicales

Aux chèques, la direction veut expérimenter sur 5 sites pilotes un projet de « nouvelles méthodes de travail » (NMT). À Paris, une soixantaine de personnes des services support seraient concernés dans un premier temps.

Le but est de remplacer nos bureaux individuels par des positions de travail partagées. Il faudrait à chaque fois réserver notre place au moyen d'une application sur un smartphone ou une borne. Fini la photo des petits-enfants sur le bureau, l'heure serait au « nomadisme interne », aux espaces de travail impersonnels, sans intimité, au détriment de la communication entre collègues.

Cette nouvelle organisation est à la mode dans les entreprises depuis le développement du télétravail. Il s'agit avant tout pour les patrons d'économiser des mètres carrés de bureaux. Il y aurait moins de bureaux que d'employés, puisqu'une partie serait en télétravail.

Contrairement à ce que raconte la direction, difficile d'y voir une amélioration de nos conditions de travail. Sans compter la prolongation des travaux dans le centre.

Pochettes surprises

Pour les II-3 et plus, c'est la saison des enveloppes avec le montant de la part variable. Le montant dépend du maximum fixé par la direction de La Poste et de l'appréciation de notre hiérarchie. D'où quelques centaines d'euros d'écart entre nous, selon que nous sommes plus ou moins bien vus. Vraiment pas de quoi tomber dans le panneau et nous laisser diviser : de toute façon, c'est loin du compte !

Nous n'avons pas besoin de primes variables, mais d'une vraie augmentation pour tous et tous les mois.

Avec le temps, va, tout s'en va...

Au centre financier, il n'y a pas très longtemps, nous avons eu droit à OTT (Organisation de Temps de Travail), qui a obligé beaucoup d'entre nous à modifier nos horaires en fonction des nécessités supposées du service. Maintenant, il faudrait une nouvelle fois en changer pour que les services fonctionnent de 8h30 à 18h.

Nous n'avons pas l'intention de bouleverser nos vies (qui ne se résument pas au travail) à chaque fois que la direction le décide.

Une aubaine pour les patrons comme La Poste

La Poste va encore prendre 4 500 contrats en alternance à la rentrée. Avec les aides de l'État, elle ne débourse quasi rien et fait travailler souvent ces collègues sur de vrais postes de travail.

Elle les exploite donc et la plupart du temps ne les embauche pas à la fin. C'est à nous de sonner les cloches à la direction pour qu'ils deviennent vraiment nos futurs collègues !

Public, privé : 400 euros pour tous !

Élisabeth Borne a renouvelé la promesse faite avant les présidentielles que la rémunération des fonctionnaires (dont ceux de La Poste) serait augmentée avant l'été. Elle recycle cette promesse électorale pour gratter des voix aux législatives ? Mais les prix, eux, n'attendent pas les élections !

Qui plus est : silence radio sur le montant. On peut parier qu'il sera bien en dessous de l'inflation, comme pour la plupart des salariés.

Seul un mouvement général pourra arracher une augmentation digne de ce nom.

La Poste affame des familles

Fin avril, d'anciens collègues mis à la porte après un CDD ou licenciés ont manifesté devant le siège pour exiger leurs allocations chômage. La Poste a son propre système de chômage : elle garde en poche les cotisations que nous payons chaque mois en échange de verser elle-même les indemnités.

Sauf que, dans bien des cas, elle ne le fait pas avant des mois, mettant de multiples obstacles administratifs auxquels s'ajoutent les lenteurs liées au sous-effectif. Un millier d'anciens collègues se sont donc organisés *via* Facebook pour se faire respecter.

RATP en grève

Multiplication des services en coupure, augmentation des heures de travail, possibilité pour les chefs de modifier les horaires 24 heures à l'avance... C'est tout un plan d'attaques que la direction de la RATP compte imposer à partir du 1^{er} juillet.




Pour l'en empêcher, les travailleurs de la Régie sont en grève cette semaine du 23 au 25 mai. Un rassemblement s'est tenu lundi devant le ministère des Transports pour faire passer le message au nouveau gouvernement et aux patrons dont il sert les intérêts : les travailleurs ne se laisseront pas faire !


La mort est mon métier

La guerre en Ukraine a dopé les cours boursiers des marchands de canons. Entre le 1^{er} janvier et le 27 avril, les actions de Thales et Dassault ont augmenté respectivement de 62 % et 63 %, le britannique BAE Systems a grimpé de 30 %, l'italien Leonardo est en hausse de 55 % et leurs homologues américains progressent entre 14 % et 26 %.

Il est probable que le mouvement se poursuive, d'abord sur le dos des peuples ukrainien et russe, mais pas seulement.

www.convergencesrevolutionnaires.org

   @npaetincelle

 @convergencesrevolutionnaires

